

De quoi le crack est-il le nom ?

Fabrice Olivet / Asud

La crise du crack dans le nord-est parisien a été récemment reléguée à sa périphérie dans une banlieue pauvre. Et si le problème n'était pas celui de la consommation ? Observation en léger décalage, à partir d'une lecture de la géographie urbaine.

« Ballade chez les têtes à crack »¹ est un article écrit par C. Belin, qui fait le récit de la descente aux enfers d'un vétéran de l'héroïne, découvrant les plaisirs de ce qui est alors considéré comme une nouvelle drogue. Aujourd'hui, vingt-cinq ans plus tard, non seulement le crack n'est plus nouveau, mais sa notoriété en fait la vitrine d'une réification des consommateurs de drogues qui rappelle étrangement les stéréotypes accolés trois décennies plus tôt aux héroïnomanes. La fausse nouveauté du « crack » à Paris alliée à la recrudescence d'un discours d'éradication rappelle donc fâcheusement une époque *ante* réduction des risques, synonyme de prison, d'overdoses et de sida pour les usagers. Elle engage plus que jamais à rappeler que la consommation de substances illicites ne se comprend que lorsqu'elle s'inscrit dans une histoire géo-urbaine, sociologique et historique, autant de morceaux d'humanité aujourd'hui honteusement dissimulés derrière un mur... de toxicophobie.

Back to black

Comme le rappelle Jimmy Kempfer dans *Swaps* n°39, le crack parisien est né dans la communauté afro-antillaise installée dans le quartier de Strasbourg-Saint-Denis dans les années 1980. Ils fument la « pasta » ou le « basuco », de la cocaïne-base, une substance située à mi-chemin du processus de raffinage de la coca vers la cocaïne, qui se présente sous forme de blocs, ou de « cailloux ». La cocaïne en poudre est vulnérable à la combustion. Fragile, elle disparaît au-delà de 98°, sauf quand elle est consommée sous cette forme solide et concentrée. De plus, l'action de fumer – « baser la coke » – provoque une saturation des récepteurs cérébraux, comparable à la violence du rush

ressenti lors d'un « shoot », mais sans l'inconvénient de l'intromission d'une seringue dans les veines, en ces temps où le sida commence sa carrière sinistre. Les Antillais ont ensuite initié leurs « frères » d'Afrique de l'Ouest qui partagent avec eux une sainte horreur de la seringue et sont impliqués à la même époque dans la vente au détail d'héroïne et de cocaïne au sein des squats décrits par Alexandre Marchant (voir p.9). Désormais éloignés des zones de production sud-américaines et dans l'incapacité de se procurer l'indispensable caillou, les dealers noirs vont alors « cuisiner » la coke comme aux États-Unis, en utilisant un adjuvant chimique (bicarbonate ou ammoniac) qui « retourne en base » le produit fini et permet de fabriquer du « crack », l'autre nom de cette « cocaïne base ». La seule chose qui différencie les deux produits est leur mode de fabrication². Ces explications techniques sont généralement évacuées du débat sur le « crack à Paris » comme le sont les paramètres culturels qui ont fait de cette drogue des Noirs, une drogue destinée aussi aux pauvres.

Pauvres parmi les pauvres

L'origine du crack aux États-Unis est ancienne. Si l'on en croit Terry Williams³, les fumeurs de cocaïne-base étaient légion dans les années 1970, mais la nécessité d'acheter de grandes quantités de cocaïne pour ensuite la « retourner » à l'aide d'un adjuvant excluait la majorité de la population noire pour des raisons économiques évidentes. De fait, la cocaïne est longtemps restée une drogue de riches jusqu'à ce que les propriétés fortement addictives et euphorisantes de ce produit ne trouvent un débouché dans les ghettos en proposant une offre adaptée. Le « crack » est donc autant une substance qu'un processus caractérisé par la possibilité d'acheter de toutes petites

¹ Un jeu de mot sur la traduction littérale de « crack head » désignant les consommateurs américains. *Journal d'Asud* n°13, 1996.

² Patrick Beauverie, Gilbert Fournier, *De la coca au crack en passant par la free-base*, *Swaps* n°39

³ « Crack House, quatre ans d'enquête au bout de la nuit », Terry Williams, Éditions Dagorno, 1998



quantités de cocaïne, vendue très peu cher, consommée sur place et instantanément. Les propriétés particulières de la cocaïne fumée — un rush intense suivi très vite d'une sensation de dépression — ont fait le reste. Au-delà du lien avec les afro-Antillais, la cocaïne retournée en base « cuisinée » par des dealers puis revendue au détail pour un prix accessible au junkie moyen est le modèle adopté par la communauté des dealers noirs de Paris, culturellement branchés sur la communauté africaine-américaine. On est donc passé au début des années 1990 d'un deal de rue traditionnellement tourné vers la vente conjointe d'héroïne et de coke à une vente exclusive de crack, au grand dam de certains toxicos dépités par l'impossibilité de se procurer le moindre gramme de « brune » rue Myrha ou à Château Rouge, une espèce de comble pour toute une génération.

Vive la RDR

La disparition du junkie, figure pourtant chargée de toutes les représentations négatives liées à la drogue de la période 1970-1990 a largement échappé aux commentaires médiatiques. Ce silence paradoxal est dû à la grande discrétion avec laquelle la France a mené à bien le grand tournant de la politique de réduction des risques, objectivement incompatible avec cette loi de 1970 impossible à réformer. En conséquence, la figure du drogué irrécupérable a pu passer tranquillement de l'héroïnomanie au « cracker » sans que les Français ne soient informés des raisons qui ont fait disparaître l'héroïne de nos rues en une décennie. Ni les traitements de substitution qui font de la France le champion du monde de la prescription de buprénorphine, ni l'éradication des supermarchés de l'héroïne en banlieue par les habitants eux-mêmes n'ont fait les grands titres des journaux⁴ à la différence des manifestations de riverains bientôt mobilisés contre cette nouvelle figure de paria que représente le cracker. Peu à peu les *crack heads*, la *crack whore*, les *crack babies*⁵, toutes ces figures de la sous-culture américaine ont fait leur apparition d'abord dans la communauté noire du pavé parisien, puis dans tout l'espace de la rue où survivent des exclus issus de diverses migrations ou de la France profonde, tous réunis par la grande pauvreté. Ces produits de la casse sociale, épaves mal garées dans le centre-ville, sont d'autant plus visibles qu'autour d'eux la sociologie parisienne a été profondément modifiée en trente ans.

Boboïsation

La question de « la drogue » était déjà au cœur de la transformation de l'habitat parisien dans les décennies 1980-90. Successivement dirigée

par Jacques Chirac et Jean Tiberi, la municipalité d'alors a été mise en cause par la justice dans des affaires d'attribution des marchés à une société d'économie mixte, la Semidep⁶, chargée de la rénovation de vieux immeubles à loyers bon marché, transformés en résidences de la classe moyenne. Curieusement, la géographie de cette rénovation est superposée à celle des scènes ouvertes de consommation et des grands squats de vente de drogues. Le triangle rue de l'Ouest-rue Raymond Losserand-avenue du Maine dans le 14^e arrondissement, devenu un joyau d'architecture sous la direction du Catalan Ricardo Bofill, le quartier de Belleville dans le 20^e arrondissement, l'îlot Chalon près de la gare de Lyon, des pans entiers des 18^e et 19^e, supermarchés d'héroïne et de cannabis aujourd'hui un peu oubliés, ont vu leur environnement social bouleversé par la ronde des bulldozers précédés d'expulsions et de relogement des habitants pauvres loin du centre de Paris. Toutes ces zones de deal étaient déjà à l'époque dénoncées par les habitants sans que la police n'intervienne...

Aujourd'hui la situation est inverse. À l'image de la place Stalingrad, devenue un modèle d'urbanisme convivial conçu pour accueillir des villégiatures familiales en bord du canal, tous ces quartiers ont été rénovés de fond en comble. La mairie, aujourd'hui à gauche, est élue par des Parisiens dont le niveau de vie s'est considérablement élevé, notamment dans le nord-est de la capitale. Ces électeurs se caractérisent par leur appétence pour un cadre de vie écologique et sain. Dans un tel environnement, les toxicomanes de rue ne sont plus tolérables. Ce qui était enduré — difficilement — par des habitants, peu fortunés, souvent issus de l'immigration, résignés à partager l'espace avec les dealers de la rue Myrha, est aujourd'hui présenté comme un scandale public.

De quoi le crack est-il le nom ? De la marche du temps qui voit partout en France, les habitants riches des centres expulser leurs pauvres vers les périphéries. D'une certaine « toxicophobie » douée de plasticité derrière laquelle se dissimule à la fois le racisme et le classisme. De l'hypocrisie de notre réduction des risques à la française, qui n'a jamais voulu ou su militer sérieusement en faveur d'un changement législatif susceptible de démontrer à l'évidence que notre relation aux drogues souffre moins de carences sanitaires que d'un problème éthique fondamental. Il n'est peut-être pas indispensable pour la compréhension du débat d'ergoter à l'infini sur la différence entre une salle de consommation et une « salle de shoot », mais plutôt de démontrer que ni le shoot ni la consommation ne sont le cœur des difficultés rencontrées par les riverains.

⁴ Voir Péraldi, Coppel, Kokoreff, « La Catastrophe invisible », F. Olivet, Histoire raciale de l'héroïne.

⁵ Têtes à crack, pute à crack, bébés du crack

⁶ <https://www.libération.fr/libe-3-metro/1997/03/05/logement-la-semidep-aux-abois-se-fait-a-nouveau-epingle-liberation-revele-un-rapport-d-etape-de-la-e-200710/>